



# Assemblée générale

Distr. générale  
1 décembre 2016  
Français  
Original : anglais

---

## Deuxième commission

### Compte rendu analytique de la 19<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 24 octobre 2016, à 10 heures

*Président* : M. Djani.....(Indonésie)  
*puis* : Mme Nipomici..... (République de Moldova)

## Sommaire

Point 25 de l'ordre du jour : développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition

---


Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents ([srcorrections@un.org](mailto:srcorrections@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-18419X (F)



Merci de recycler 



*La séance est ouverte à 10 h 05*

**Point 25 : Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition** (A/71/89-E/2016/69 et A/71/283)

1. **M. Mukherjee** (Service de l'analyse des politiques de la Division du développement durable, Département des affaires économiques et sociales), présentant le rapport du Secrétaire général sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition (A/71/283), dit que le rapport rend compte des progrès accomplis dans l'élimination de la faim et de la malnutrition et la réalisation de la sécurité alimentaire pour tous dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui intègre les tâches inachevées des objectifs du Millénaire pour le développement. L'objectif de développement durable 2 renouvelle l'engagement en faveur de la lutte contre la faim et la malnutrition et élargit son champ d'action. Les relations entre l'objectif de développement durable 2 et les autres objectifs illustrent le rôle fondamental de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition dans le Programme 2030, qui a favorisé une nouvelle approche plus intégrée de la lutte contre la faim et la malnutrition.

2. La section III du rapport a trait à l'objectif de développement durable 2, cibles 2.1 et 2.2, portant sur l'élimination de la faim et de la malnutrition. La lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes nécessite des actions intégrées dans tous les secteurs, et notamment des interventions complémentaires dans l'agriculture, les systèmes alimentaires, la santé publique et l'éducation. Dans un nombre croissant de pays, en particulier en Afrique, en Asie et en Amérique latine, la nutrition est intégrée dans les stratégies régionales de développement et une plus grande importance y est attachée. S'il est vrai que le rapport met en évidence des données sur les progrès accomplis dans la réalisation des six cibles convenues à l'échelle internationale concernant la malnutrition dans le monde et énoncées par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2012, le manque de données, notamment sexospécifiques, constitue un obstacle à l'analyse et à la surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des efforts accrus sont nécessaires pour transformer les engagements politiques en actions concrètes. Il faudrait investir dans les capacités

institutionnelles afin d'appuyer la prise de décisions fondées sur des données factuelles par le suivi et l'évaluation, et de fournir les moyens d'échanger des connaissances entre les pays concernant des solutions novatrices à travers le spectre nutritionnel. Les besoins nutritionnels devraient être pris en compte à toutes les étapes de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation.

3. La section IV du rapport a trait à la cible 2.3 de l'objectif de développement durable 2, portant sur le doublement de la productivité agricole et des revenus des petits producteurs alimentaires. Les solutions visant à améliorer la productivité d'une manière durable doivent tenir compte des petits producteurs alimentaires qui produisent plus de 80 % de la nourriture mondiale en termes de valeur. En dépit de l'existence de la recherche, des technologies et des approches visant à accroître l'efficacité, la principale difficulté a trait à l'accès des producteurs aux technologies et aux innovations et à leur adaptation au besoin.

4. L'accès sûr et équitable des populations rurales aux ressources naturelles est extrêmement important. Par exemple, la plupart des régimes fonciers des pays développés et en développement se caractérisent par de fortes disparités entre les sexes dans la répartition des terres, de faibles structures de gouvernance foncière et des pratiques de gestion foncière contradictoire incluant des règles coutumières. Pour favoriser une gouvernance foncière responsable, il faut totalement changer la perception de l'accès à la terre et tenir compte des travaux de gouvernance. À cet égard, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale constituent un cadre mondial sur la gouvernance foncière selon une perspective multisectorielle. L'augmentation de la productivité agricole passe par une approche globale du développement de la chaîne de valeur rassemblant tous les acteurs. Une agro-industrie compétitive pourrait servir de plateforme pour un développement inclusif et durable. Il convient de mettre l'accent sur le développement de coopératives, d'associations d'entreprises et d'agriculteurs, d'organisations scientifiques et d'autres agents qui répondent expressément aux besoins des petits producteurs et entrepreneurs agricoles.

5. La section V du rapport est axée sur la cible 2.4 de l'objectif de développement durable 2, visant à assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire. Des pratiques agricoles durables et résilientes permettraient d'accroître la productivité des petits agriculteurs, tandis que les emplois dans les entreprises non agricoles et les activités de migration planifiée devraient être gérés de manière à réduire la pression exercée sur les terres. Compte tenu de l'influence croissante de l'urbanisation sur les systèmes alimentaires et les services écosystémiques, les solutions à la production alimentaire durable doivent adopter une approche axée sur la gestion intégrée des ressources en eau, en végétaux et en sols, tout en prenant en considération l'évolution des conditions environnementales et socioéconomiques. Dans ce contexte, l'entrée en vigueur en 2017 de l'Accord de Paris dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques aura d'importantes répercussions sur l'objectif de développement durable 2. Les pratiques agricoles et agraires durables présentent trois grands avantages, à savoir l'amélioration des moyens de subsistance ruraux, la nutrition et la productivité ; le renforcement de la résilience pour résister aux changements climatiques ; et la réduction des émissions de carbone. Le suivi de la Conférence internationale sur la nutrition a mis l'accent sur le rôle des poissons dans la sécurité nutritionnelle et alimentaire.

6. La section VI du rapport fait référence à la cible 2.5 de l'objectif de développement durable 2, visant à préserver la diversité génétique agricole et à favoriser l'accès aux avantages que présente l'utilisation des ressources génétiques. Il importe de limiter les conséquences à long terme de la perte de biodiversité et de réduire le taux de perte. La diversité génétique des cultures est essentielle pour renforcer la résilience dans l'agriculture et empêcher la dévastation des cultures à grande échelle en raison de l'évolution des conditions environnementales. La Convention sur la diversité biologique constitue le régime international d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages, tandis que le Système multilatéral d'accès et de partage des avantages du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture facilite la coopération entre les pays en matière d'échange de ressources phylogénétiques à des fins de recherche agronomique et de sélection en vue

d'accroître la résilience de la production agricole et de promouvoir l'agriculture durable. Les efforts entrepris doivent correspondre à la réalité des petits producteurs, des systèmes alimentaires autochtones et des connaissances traditionnelles afin de contribuer efficacement à la réalisation des objectifs communs.

7. La section VII relative aux moyens de mise en œuvre note l'importance continue des institutions financières internationales, notamment les banques de développement mondiales et régionales, en tant que source de financement dans l'alimentation et l'agriculture. Le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire sont particulièrement mis en avant. En ce qui concerne le commerce, il est fait mention de l'adoption, à la dixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de quatre décisions ministérielles faisant expressément référence à l'agriculture. Pour ce qui est de la volatilité des prix sur les marchés de denrées alimentaires, le Système d'information sur les marchés agricoles est présenté comme une plateforme interinstitutions visant à améliorer la transparence des marchés alimentaires internationaux et à faciliter la coordination des politiques en période d'incertitude des marchés. Il est également question du potentiel de la technologie pour stimuler le développement agricole et rural, aider les parties prenantes du secteur agricole à prendre des décisions en connaissance de cause et utiliser les ressources disponibles de la manière la plus productive et durable possible.

8. La section VIII aborde certains des principaux processus et initiatives à l'échelle mondiale alignés sur le Programme 2030 : le Défi Faim Zéro ; le Comité de la sécurité alimentaire mondiale ; la Décennie d'action des Nations Unies sur la nutrition ; et l'initiative Renforcer la nutrition.

9. Enfin, il rappelle les recommandations présentées pour examen au paragraphe 81 de la section IX du rapport. Les recommandations g), i), k), m) et n) visent à accroître durablement la disponibilité des aliments ; les recommandations a) et c) traitent de questions liées principalement à l'accès ; les recommandations h), j),

l) et o) visent à améliorer la situation des populations participant de façon décisive aux systèmes alimentaires et qui peuvent manquer de la reconnaissance ou du soutien nécessaire à une meilleure contribution ; les recommandations b), d) et e) admettent qu'une nutrition adéquate dépasse les seules calories et nécessite des approches différenciées pour les différents groupes ; et la recommandation f) porte sur les progrès réalisés au regard de l'objectif de développement durable 2 dans le cadre d'une action conjointe des différents partenaires.

10. **Mme Khunwuthikorn** (Thaïlande), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le rapport du Secrétaire général sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition (A/71/283) a indiqué que des progrès avaient été réalisés dans la lutte contre la sous-alimentation. Si le nombre de personnes sous-alimentées est passé de plus d'un milliard de personnes entre 1990 et 1992 à 780 millions en 2014 et 2016, l'objectif d'élimination de la faim est loin d'être atteint. La mise en œuvre pleine et effective de l'objectif de développement durable 2 et de ses cibles serait essentielle pour éliminer la faim et la malnutrition, mais, vu que l'objectif 2 sous-tend pratiquement tous les autres objectifs, elle est également cruciale pour réaliser le Programme 2030 et son premier objectif de développement durable et l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions.

11. Parmi les difficultés à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition, on peut citer la faiblesse de la reprise mondiale, les crises alimentaires, la volatilité des prix des produits alimentaires et la forte baisse des exportations de produits de base, qui sont aggravées par l'évolution de l'environnement mondial, qui se caractérise par des mouvements de population, l'urbanisation rapide, le manque de ressources naturelles et les changements climatiques. Ces difficultés ont une incidence négative sur les pays en développement, en particulier les économies basées sur l'agriculture et les importateurs nets de produits alimentaires, et menacent sérieusement leur réalisation de la sécurité alimentaire. Il y a lieu de s'attaquer à un certain nombre de questions clés pour surmonter ces difficultés et atteindre les objectifs de développement durable.

12. En premier lieu, le Groupe réaffirme le droit à une alimentation suffisante et à être libéré de la faim, afin de développer pleinement et de maintenir les capacités physiques et mentales. Il appartient à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour assurer le droit à l'alimentation en intégrant la sécurité alimentaire et la nutrition et en promouvant des régimes alimentaires sains dans les politiques alimentaires et agricoles et les plans d'investissement. Une double approche devrait être adoptée pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition par une action directe visant à lutter immédiatement contre la faim des plus vulnérables tout en s'attaquant à ces difficultés et en assurant une agriculture durable à moyen et long termes. En outre, un programme de développement rural devrait être mis en place pour éliminer les causes profondes de la faim et de la pauvreté, afin de ne laisser personne de côté.

13. En deuxième lieu, l'agriculture demeure un secteur clé pour les pays en développement et contribue énormément à leur croissance économique et à leur bien-être. La communauté internationale devrait donc s'efforcer d'éliminer toutes les formes de protectionnisme, de renforcer les engagements visant à améliorer l'accès aux marchés, de réduire le soutien interne qui a des effets de distorsion des échanges et d'éliminer toutes les formes de subventions à l'exportation. À cet égard, les résultats de la dixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce ont été salués.

14. En troisième lieu, avec l'accroissement de la population mondiale, la technologie et l'innovation sont nécessaires pour stimuler durablement la production agricole, améliorer la chaîne d'approvisionnement mondiale et réduire les pertes et le gaspillage alimentaires. Le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement devraient être mieux assurés aux pays en développement à des conditions favorables. Le Groupe appelle à un financement soutenu et à des investissements ciblés accrus pour améliorer la production alimentaire pour les pays en développement, ainsi qu'à des financements nouveaux et supplémentaires de toutes sources pour aider ces pays à atteindre un développement agricole durable et la sécurité alimentaire.

15. En quatrième lieu, les effets néfastes des changements climatiques compromettent la capacité de tous les pays à atteindre la sécurité alimentaire et le développement durable, alors que les systèmes agricoles et alimentaires non durables contribuent largement aux changements climatiques. Aussi, les politiques agricoles et alimentaires doivent-elles être transformées pour devenir durables et compatibles avec les défis posés par les changements climatiques.

16. En cinquième lieu, les petits agriculteurs et pêcheurs jouent un rôle crucial dans l'élimination de la faim, la réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale. Les stratégies nationales, régionales et internationales devraient donc promouvoir la participation inclusive des agriculteurs et des pêcheurs, en particulier les petits exploitants, notamment les femmes, aux marchés communautaires, nationaux, régionaux et internationaux.

17. En dernier lieu, les efforts collectifs et dévoués de tous les États, du système des Nations Unies et de toutes les parties prenantes concernées seraient nécessaires pour donner une nouvelle impulsion au partenariat mondial en vue de traduire les engagements pertinents en actions concrètes.

18 **Mme Krisnamurthi** (Indonésie), s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dit que la sécurité alimentaire est une exigence universelle qui a bénéficié à la santé humaine et servi de base à une croissance économique durable. Si la production agricole actuelle représente le double des besoins, une personne sur neuf dans le monde souffre encore de faim chronique, alors qu'un chiffre similaire vit avec moins de 1,25 dollar par jour. L'insécurité alimentaire est due à la pauvreté, à la volatilité des prix sous l'effet des pénuries de production, aux changements climatiques, à la dégradation des terres et des ressources en eau et à la détérioration des écosystèmes. La sécurité alimentaire exige une action coordonnée dans des secteurs allant de la finance et du commerce à l'agriculture, à la santé et à la nutrition et aux infrastructures, afin d'établir des systèmes agricoles et alimentaires résilients, diversifiés et productifs.

19. La sécurité alimentaire est une grande priorité pour l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Si la région a atteint avec succès la cible des objectifs du

Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans une extrême pauvreté à l'échéance de 2015, les défis liés à la réalisation de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour tous subsistent. Près de 65 millions de personnes dans la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sont sous-alimentées, avec des taux élevés de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans dans certains pays. Les changements environnementaux et climatiques et la diminution des ressources naturelles ont augmenté la vulnérabilité de 600 millions de personnes dans la région à l'insécurité alimentaire. Les mesures prises pour éliminer la faim et la malnutrition comprennent l'adoption d'un plan stratégique pour la période 2016-2025 pour guider l'achèvement des objectifs du Millénaire pour le développement et la réalisation des objectifs de développement durable et du Défi Faim Zéro. Le plan stratégique vise à soutenir les 40 % de la population de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est qui dépendent de la sylviculture et de l'agriculture comme moyens de subsistance. Il envisage un secteur agricole et forestier compétitif, inclusif, résilient et durable intégré dans l'économie mondiale, reposant sur un marché unique et une base de production contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la prospérité dans la communauté de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

20. Le Cadre de sécurité alimentaire intégré de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est vise à assurer la stabilité alimentaire et à introduire des arrangements régionaux pour l'aide alimentaire d'urgence. Il a été établi au titre du plan d'action stratégique concernant la sécurité alimentaire de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est 2015-2020 et assurera également la sécurité alimentaire et la nutrition à long terme et améliorera les moyens de subsistance des agriculteurs de la région. Les autres mesures institutionnelles dans ce domaine comprennent des initiatives sur les changements climatiques, l'agriculture, la sylviculture et la pêche. La Consultation de haut niveau sur la coopération régionale en matière de développement durable de la pêche à l'égard de la Communauté économique de l'ASEAN s'est tenue à Bangkok le 3 août 2016. À cette réunion, les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ont convenu d'intensifier la coopération pour lutter contre la pêche illégale, non

déclarée et non réglementée et renforcer la compétitivité des poissons et produits de la pêche régionaux.

21. Un large engagement de la communauté internationale ne suffit pas à mettre fin à la faim ; des efforts communs et un soutien adéquat sont nécessaires pour traduire les engagements en actions concrètes. À cet égard, des partenariats multipartites sont nécessaires pour promouvoir l'engagement, transformer les engagements mondiaux en actions locales et sensibiliser à l'importance du soutien aux plus pauvres et aux nécessiteux. De même, les établissements de formation et de recherche devraient allouer des ressources suffisantes à l'amélioration de la capacité de production agricole, en particulier pour améliorer la production et la productivité des cultures non céréalières et réduire les pertes après récolte et le gaspillage des denrées alimentaires tout au long de la chaîne de valeur.

22. **M. Wafy** (Niger), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit qu'en dépit du tableau positif dressé dans le rapport du secrétaire général (A/71/283), il s'inquiète de l'affirmation contenue dans le rapport selon laquelle près de 800 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées et les problèmes mondiaux de nutrition sont de plus en plus complexes. Ce chiffre est inacceptable au regard des accords décisifs adoptés en 2015 et de l'engagement à ne laisser personne de côté. L'objectif d'élimination de la faim ne saurait être atteint que si le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition sont placés au centre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Gardant cela à l'esprit, le premier plan décennal de mise en œuvre (2014-2023) de l'Agenda 2063 de l'Union africaine offre un cadre stratégique pour favoriser une transformation socioéconomique positive en Afrique. Dans ce cadre, l'agriculture et l'amélioration de l'accès des petits agriculteurs — en particulier les femmes, les jeunes et les peuples autochtones — sont des éléments essentiels.

23. Vu qu'une grande partie de la population africaine dépend de l'agriculture, les pays africains encouragent l'agriculture moderne à accroître la production, la productivité et la valeur ajoutée, en vue de renforcer la prospérité et de soutenir la sécurité alimentaire collective. L'intérêt porté par le rapport à

l'investissement dans l'agriculture, à la diversification de la production et des régimes alimentaires et à la fourniture d'une éducation de qualité sur la nutrition aux consommateurs est donc à saluer. Les politiques menées par l'Afrique, telles qu'énoncées dans la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie, font apparaître les efforts consentis pour intégrer la nutrition et la promotion d'une alimentation saine dans les politiques alimentaires et agricoles, comme le souligne le rapport.

24. Les objectifs de développement durable ont présenté un idéal et un moyen de le réaliser. Le développement de l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition sont essentiels à cet égard, dans la mesure où les personnes vivant dans les zones rurales constituent le pourcentage le plus élevé de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et parce que l'investissement dans l'agriculture s'est révélé efficace pour réduire la pauvreté. Cela étant, on ne saurait trop insister sur l'importance de fournir les moyens nécessaires à la mise en œuvre de tout objectif de développement durable ou d'un point de l'ordre du jour de la Commission. Lors de la fourniture de financements et de technologies, il faut garder à l'esprit la prédominance des petits agriculteurs dans le secteur agricole en Afrique. La mise en place de mécanismes de renforcement des capacités et la consécration d'un système commercial équitable et opérationnel permettront aux secteurs agricoles des pays en développement d'accroître leur efficacité, en vue de prospérer et d'améliorer leurs moyens de subsistance.

25. Par ailleurs, il rappelle que le thème du forum politique de haut niveau sur le développement durable en 2017 sera « l'élimination de la pauvreté et la promotion de la prospérité dans un monde en mutation », qui est étroitement lié au développement agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

26. **M. Bin Momen** (Bangladesh), s'exprimant au nom du Groupe des pays les moins avancés, dit que l'agriculture est un secteur dominant dans la plupart des pays les moins avancés et constitue une source principale d'emploi. Le secteur est toutefois confronté à des difficultés telles que l'insuffisance des investissements dans l'infrastructure rurale, la



recherche et développement et les services de vulgarisation, et le manque de technologies abordables et adaptables. Les pays les moins avancés qui ont été touchés par des conflits ont été confrontés à des taux élevés de pauvreté, de déficit alimentaire et de malnutrition. La part moyenne de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) dans les pays les moins avancés est de 23,7 % contre 10 % pour les pays en développement dans leur ensemble, tandis que la productivité agricole représente environ la moitié de la moyenne mondiale. Son Groupe a été touché de façon disproportionnée par les changements climatiques, notamment l'oscillation australe El Niño actuelle, et les terres productives ont diminué sous l'effet de la désertification et de la dégradation des terres.

27. Si la prévalence de la sous-alimentation dans les pays les moins avancés a diminué, il n'en reste pas moins que près de 245 millions de personnes — 26 % de la population — sont encore sous-alimentées et les taux de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans demeurent élevés. Aggravée par les contraintes structurelles et technologiques, la faible valeur ajoutée dans les produits agricoles est un phénomène courant. Il existe une dépendance croissante à l'égard des importations pour répondre aux besoins de consommation alimentaire. En dépit de la baisse prévue des prix mondiaux des importations alimentaires en 2016, on s'attend à ce que ces prix baissent plus lentement pour les pays économiquement plus vulnérables, dont beaucoup sont confrontés à la dépréciation de leur monnaie. Cette baisse peut également réduire les revenus des agriculteurs et entraver les investissements dans la production, les infrastructures et les services. La majorité des agriculteurs des pays les moins avancés sont de petits exploitants, pour beaucoup des femmes, qui sont très exposés aux chocs environnementaux et au niveau des prix. L'insuffisance alimentaire et nutritionnelle des personnes déplacées à cause des changements climatiques, des risques naturels et des conflits est un défi émergent.

28. La réalisation de l'objectif de développement durable 2, de l'objectif primordial d'élimination de la pauvreté et de l'objectif consistant à permettre à la moitié des pays les moins avancés de sortir de cette catégorie de pays d'ici à 2020, conformément au Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011- 2020, nécessitera un

système alimentaire résilient et durable. Le lien entre l'agriculture, la sécurité alimentaire, la paix et la migration exige une approche globale. Investir dans la sécurité alimentaire et le développement agricole est de nature à renforcer les efforts visant à prévenir les conflits et à instaurer la paix.

29. Les efforts concertés de toutes les parties prenantes aux niveaux national, régional et mondial sont essentiels pour renforcer le secteur agricole, assurer la sécurité alimentaire et mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. L'accroissement des investissements dans l'agriculture, par le renforcement de la coopération internationale en matière de développement des infrastructures rurales, de recherche agricole et de services de vulgarisation, ainsi que l'accès au financement et à la technologie, sont essentiels. Les pays les moins avancés, en particulier les petits exploitants et les femmes, ont des capacités limitées pour s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les effets. Le système agricole et alimentaire a besoin d'être transformé pour faire face aux changements climatiques, notamment par le renforcement de la résilience et la culture de variétés résistantes. Les pays les moins avancés ont également besoin de renforcement des capacités et de financement pour adopter des pratiques et des technologies respectueuses du climat.

30. Vu leur responsabilité en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, l'autonomisation des femmes, en particulier des femmes rurales, est essentielle pour éliminer la pauvreté et la malnutrition. L'amélioration de l'infrastructure rurale et de l'accès à un financement rural novateur faciliterait leur participation aux chaînes de valeur régionales et mondiales et générerait des liquidités au profit des communautés rurales à même d'améliorer leurs moyens de subsistance.

31. **Mme Bajana Tinoco** (Nicaragua) dit que le Programme 2030 a rétabli le droit de tous les peuples d'avoir accès à une alimentation saine et suffisante et d'être libérés de la faim. La communauté internationale devra concentrer ses efforts sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays en développement. La sécurité alimentaire et la nutrition sont devenues un défi mondial urgent. Dans ce cadre, elle rappelle l'importance d'un engagement

mondial en faveur de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'accès aux ressources.

32. Le Programme 2030 s'applique à tous les pays, afin de ne pas faire de laissés-pour-compte et de donner la priorité aux plus démunis. Si 72 pays ont atteint la cible des objectifs du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim à l'horizon 2015, l'intégration juste, transparente et stable des pays en développement dans les marchés internationaux reste le seul moyen d'éliminer la faim dans le monde. La sécurité alimentaire ne peut être assurée que par une croissance économique équitable, la création d'emplois, la génération de revenus et le progrès technologique, en particulier dans le secteur agricole. La faim dans le monde n'est pas nécessairement un problème de production d'aliments, mais plutôt de contrôle du marché. Le soutien aux petits exploitants, la protection des terres, le libre échange des semences et le commerce équitable sont donc cruciaux.

33. Au Nicaragua, une stratégie nationale pour la souveraineté et la sécurité alimentaires et nutritionnelles a été conçue pour améliorer l'accès à une alimentation nutritive en quantité suffisante. Parmi les autres actions, on peut citer le soutien aux petits exploitants, tels que le crédit et l'assistance technique, et la fourniture de colis alimentaires aux victimes des changements climatiques. Une aide globale à la production rurale et urbaine tenant compte des différentes capacités des familles nicaraguayennes et des politiques sociales pour lutter contre la pauvreté ont réduit la malnutrition chronique. Un exemple récent de l'engagement du Nicaragua à lutter contre la faim et la pauvreté est l'action du Gouvernement, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour promouvoir l'échange d'expériences entre pêcheurs, propriétaires d'entreprises et fonctionnaires, à la faveur de laquelle trois groupes se sont rendus au Mexique pour apprendre les pratiques de pêche au homard.

34. *Mme Nipomici (République de Moldova), Vice-Présidente, prend la présidence.*

35. **Mme Ponce** (Philippines) dit que la Journée mondiale de l'alimentation, célébrée le 16 octobre de chaque année, montre que la communauté internationale est unie dans la lutte contre la faim et la

malnutrition. La faim ne devrait pas être considérée seulement en termes d'approvisionnement alimentaire, mais également sous l'angle de la productivité agricole et des effets des changements climatiques. Les petits exploitants agricoles et les petits pêcheurs familiaux, qui dépendent des activités liées au climat, telles que les activités agricoles traditionnelles basées sur les connaissances tirées de l'expérience et les ressources locales, comptent parmi les plus vulnérables aux changements climatiques. Ils sont de plus en plus touchés par des catastrophes comme les super typhons, les inondations et la sécheresse, qui endommagent les cultures et donnent lieu à de faibles rendements ou à de mauvaises récoltes.

36. En 2015 et 2016, les Philippines ont connu l'une des pires sécheresses de leur histoire, causée par un cycle El Niño exacerbé par les changements climatiques. En prévision d'El Niño, le Gouvernement des Philippines avait élaboré une feuille de route axée sur la revitalisation des systèmes d'irrigation agricole, le maintien d'un approvisionnement suffisant en eau potable et la stabilisation des prix alimentaires. Néanmoins, la sécheresse a touché près de 8 millions de Philippines, des petits exploitants pour la plupart, et a causé des pertes de production de 300 millions de dollars.

37. Une coopération internationale renforcée est nécessaire pour appuyer les stratégies de sécurité alimentaire menées par le pays en vue d'éliminer la faim chronique et l'insécurité alimentaire et de prévenir de futures crises dans ce domaine. Le transfert de technologie, le renforcement des capacités, la gestion de l'information et les politiques et mécanismes financiers pour adapter l'agriculture aux changements climatiques sont impératifs. Les petits exploitants, les agriculteurs familiaux, les femmes rurales, les pêcheurs et les communautés autochtones ont besoin d'un accès accru aux ressources, à l'emploi et à des revenus. Il est essentiel d'œuvrer à l'élimination de toutes les formes de protectionnisme, notamment par la réduction des mesures de soutien interne qui faussent les échanges et l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions à l'exportation, comme établi dans le cadre du Cycle de négociations de Doha pour le développement.

38. Les efforts déployés par le Gouvernement philippin en faveur du développement agricole et de la



sécurité alimentaire ciblent davantage la durabilité et la résilience des systèmes agricoles et alimentaires en vue d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim. Des capacités institutionnelles sont développées pour gérer et réduire les risques de catastrophes naturelles et des changements climatiques. Le cadre multilatéral mondial sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition doit favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle à long terme à travers une agriculture efficace et résiliente, une durabilité environnementale et des modes de consommation et de production durables.

39. **M. Sinha** (Inde) dit que, bien que suffisamment d'aliments sont produits pour nourrir la population mondiale, des millions de pauvres ont faim. L'amélioration de la productivité agricole, conjuguée à la mise en œuvre de pratiques agricoles durables à un coût abordable, l'amélioration des revenus agricoles et la mise à disposition des aliments nutritifs de façon équitable demeuraient importantes pour la croissance et le développement inclusifs et, partant, pour la réalisation du Programme 2030. La relation étroite entre l'objectif de développement durable 2 et les autres objectifs révèle le rôle fondamental de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Programme 2030, et traduit le caractère mondial de la production agricole et de la sécurité alimentaire.

40. Son pays est passé de l'efficacité alimentaire à l'autosuffisance en quelques décennies pour devenir un important exportateur de produits agricoles et de produits d'origine animale et le plus grand producteur mondial de lait. L'agriculture est un secteur vital en Inde. Des institutions de recherche et de formation de niveau international ont mis au point des techniques et des équipements agricoles abordables et efficaces. Les systèmes de micro-irrigation sont activement encouragés. Les mesures prises pour relever les défis tels que le renforcement de la productivité agricole, l'introduction de pratiques agricoles plus durables et l'amélioration des systèmes de distribution alimentaire comprennent le lancement d'une plateforme électronique de négociation, eNAM, pour le marché agricole national, afin d'améliorer les liens entre les agriculteurs et les marchés. Des mécanismes ont été mis en place pour améliorer la disponibilité du crédit, l'assurance-récolte et les transferts directs de bénéfices pour les agriculteurs utilisant le système

d'identification biométrique unique, Aadhar. Dans le cadre de l'Année internationale des sols en 2015, un programme a été lancé pour fournir des cartes de santé des sols à tous les agriculteurs de même qu'un projet pour améliorer l'irrigation sur quatre ans. Le programme des repas de midi vise à améliorer la disponibilité des aliments nutritifs dans les écoles et les taux de scolarisation. La loi nationale sur la sécurité alimentaire vise à améliorer l'accès à des aliments de qualité à des prix abordables.

41. La collaboration internationale est nécessaire pour atteindre des objectifs collectifs. En effet, la collaboration en matière de recherche a facilité la Révolution verte en Inde, qui a longtemps partagé son expérience et son expertise avec d'autres pays en développement par la formation et le renforcement des capacités. La coopération en matière de développement avec l'Afrique et les pays en développement dans d'autres parties du monde a été élargie pour faciliter les projets d'irrigation et améliorer la productivité agricole.

42. **M. Naumkin** (Fédération de Russie) dit qu'il faut une approche globale du développement agricole qui serait appuyée par les recommandations contenues dans les rapports du Secrétaire général (A/71/283) et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (A/71/89-E/216/69).

43. En Fédération de Russie, le secteur agricole a connu une croissance substantielle ces dernières années, attirant des investissements et atteignant la sécurité alimentaire dans un certain nombre de régions. Son pays occupe la sixième place dans le monde en termes d'exportations de produits agricoles et alimentaires. Un programme public a été mis en œuvre pour développer l'agriculture et réglementer le marché des produits agricoles, des produits de base et des produits alimentaires pour la période 2013-2020. Il a augmenté la production d'aliments, notamment les céréales, le blé et les légumes de serre.

44. Les mesures visant à développer l'agriculture devraient tenir compte des efforts de gestion des ressources hydriques par l'intermédiaire de mécanismes internationaux et de l'impact des changements climatiques sur l'agriculture. La mise en œuvre d'adaptations spécifiques aux conditions météorologiques changeantes pour le secteur agricole

est un élément important du développement durable de l'agriculture aux niveaux national et international.

45. Il se félicite de la proclamation de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et de l'adoption de la résolution 70/259y relative de l'Assemblée générale, qui salue l'adoption de la Déclaration de Rome sur la nutrition et du Cadre d'action. À cet égard, il convient de noter la réunion thématique de haut niveau sur la mise en œuvre de cette déclaration et de ce cadre d'action qui s'est tenue le 19 septembre. On peut présumer que les organisateurs de l'événement, parmi lesquels se trouvent la FAO, l'Organisation mondiale de la santé et la Fédération de Russie, continueront d'œuvrer pour l'élaboration d'indicateurs et d'un système d'évaluation et de suivi.

46. Une meilleure nutrition nécessiterait des mesures concertées à toutes les étapes de la chaîne alimentaire, du producteur au consommateur. La coordination interministérielle nationale, le développement des systèmes de protection sociale, l'élargissement de l'enseignement professionnel et l'amélioration de la sensibilisation des consommateurs aux principes d'une alimentation saine sont des facteurs cruciaux.

47. La Fédération de Russie accorde une grande attention à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans la coopération internationale. Dans le cadre du Programme alimentaire mondial, entre 2010 et 2015, son pays a fourni une aide alimentaire d'environ 260 millions de dollars à plus de 20 États. Une attention particulière est également accordée à la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire et au soutien social au profit des catégories les plus vulnérables de la population, ainsi qu'à la diffusion des connaissances et des pratiques dans ces domaines. Au cours de la période 2010-2016, la Fédération de Russie a consacré environ 55 millions de dollars au soutien aux programmes d'alimentation scolaire en Arménie, au Kirghizistan, au Tadjikistan et dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

48. **M. Alrasheed** (Arabie saoudite) dit que la sécurité alimentaire est particulièrement importante au regard de la croissance démographique, de la réduction des terres arables et de l'impact de l'urbanisation et du développement économique. La sécurité alimentaire est un élément clé du développement agricole et l'un des principaux instruments susceptibles d'avoir un impact

positif en matière de réduction de la pauvreté, d'éducation, de santé, de travail et d'environnement. Les catastrophes naturelles, les guerres, les maladies, la faim et le manque d'éducation ou de soins de santé ont eu des répercussions sur la dignité de la vie humaine.

49. Afin de soutenir les pays confrontés à des problèmes humanitaires et de développement, le Centre Roi Salman pour les secours et l'action humanitaires a été créé. Son objectif est d'aider à préserver la dignité et la vie de tous les êtres humains, conformément à l'enseignement de l'islam et comme un exemple pour les autres. Le Centre Roi Salman coopère avec des organisations internationales d'aide et, depuis 2015, il a contribué à 72 programmes du Programme alimentaire mondial au profit de 70 millions de bénéficiaires. Le Centre a également réagi à la situation humanitaire au Yémen en allouant 413 millions de dollars à ce pays, en coopération avec plusieurs organisations et organismes locaux, régionaux et internationaux. Des projets en Albanie, en Iraq, au Kirghizistan, en Mauritanie, en Somalie, au Tadjikistan et en Zambie ont également bénéficié d'une aide d'urgence, médicale, humanitaire, éducative et alimentaire destinée à améliorer la situation des habitants, à nourrir les personnes déplacées et à régler leur situation. L'investissement agricole a aidé les pays en développement à progresser vers la réalisation de la sécurité alimentaire et le développement agricole, notamment par l'intermédiaire de la société saoudienne d'investissement dans l'agriculture et l'élevage.

50. Outre l'appui aux plans de développement local, régional et international, en particulier dans le cadre de la FAO, l'Arabie saoudite a mis en œuvre un plan de développement pour renforcer la sécurité alimentaire à travers l'amélioration de la productivité et de la compétitivité agricoles, l'utilisation des ressources naturelles et le soutien aux investissements agricoles étrangers. L'Arabie saoudite a également créé un comité national pour réduire le gaspillage alimentaire par des campagnes publiques ciblant les consommateurs et encourageant le recyclage.

51. **M. Al-Sheeb** (Qatar) dit que toutes les mesures possibles doivent être prises pour aider les nombreuses parties de la société qui souffrent de malnutrition, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes

touchées par les conflits armés. L'augmentation de facteurs tels que les flux importants de réfugiés et de migrants, la dégradation des terres et les pénuries d'eau a entravé la réalisation de la sécurité alimentaire mondiale. Son pays a déployé des efforts considérables pour développer tous les secteurs, notamment agricole et alimentaire, pour réaliser le développement agricole. Il réaffirme que l'agriculture durable et la sécurité alimentaire sont vitales et directement liées aux questions de l'eau, de la pauvreté et du climat. Le développement durable ne saurait être réalisé sans sécurité alimentaire. Son pays a donc créé l'Alliance mondiale pour les terres arides, qui contribue à coordonner les efforts internationaux pour la réalisation du Programme 2030.

52. Les pays en développement et les groupes de pays qui se trouvent dans des situations particulières devraient être encouragés et aidés à surmonter les difficultés d'application des stratégies nationales de développement, en particulier celles liées à la dégradation des terres et à la désertification, et à réduire la pauvreté extrême et à réaliser le développement agricole et la sécurité alimentaire. La Déclaration universelle des droits de l'homme a établi que tous les êtres humains jouissent du droit à un niveau de vie suffisant pour assurer leur santé et leur bien-être, notamment pour l'alimentation. Dans le cadre de ses efforts en faveur du développement, le Qatar insiste sur les droits de l'homme et le droit des individus de bénéficier du développement économique, social et culturel et d'y contribuer. Des efforts intégrés et coordonnés sont nécessaires dans tous les secteurs, notamment la santé, l'agriculture, l'éducation, l'eau et l'énergie, pour lutter contre la malnutrition et assurer la sécurité alimentaire. Le fardeau de la malnutrition et de l'extrême pauvreté ne saurait être ignoré. Les engagements doivent être traduits en actions concrètes.

53. **M. Meza-Cuadra** (Pérou) dit que sa délégation a présenté un projet de résolution intitulé « Journée de la gastronomie durable » (A/C.2/71/L.28), dans lequel il est proposé de désigner le 22 juin journée internationale de la gastronomie durable. Au Pérou, grâce au développement précoce de l'agriculture, des cultures comme la pomme de terre et le quinoa ont pu nourrir des générations et assurer la sécurité alimentaire dans le monde entier et, dans les zones rurales, les semences et les connaissances ont été transmises par les familles. Le développement

biologique et culturel diversifié, conjugué à des approches participatives, inclusives et durables, a favorisé le développement d'une riche gastronomie, qui a connu un essor qui a favorisé la prospérité économique. Ce boom a permis de sensibiliser à la nécessité de protéger les écosystèmes et a montré que la gastronomie peut être un catalyseur du développement durable, tel que le reconnaît le Programme 2030, et un vecteur de mobilisation pour réaliser le développement durable.

54. La « Journée de la gastronomie durable » proposée tiendra compte du potentiel et de la responsabilité partagée des cuisiniers, des agriculteurs, des pêcheurs et des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et d'autres parties prenantes à l'égard de la réalisation des objectifs mondiaux tels que l'élimination de la pauvreté et de la faim. Ces groupes devraient également promouvoir une agriculture durable et une croissance inclusive, réduire les inégalités et assurer l'utilisation durable des écosystèmes terrestres et marins et promouvoir des modes de production et de consommation durables. Il espère que toutes les délégations appuieront le projet de résolution.

55. **M. Mohammadi** (République islamique d'Iran) dit qu'un nombre ahurissant de personnes, notamment des enfants de moins de cinq ans, sont directement touchées par la malnutrition, dont beaucoup vivent dans les pays en développement. En dépit d'une production alimentaire suffisante, des millions de pauvres ont faim tous les jours en raison du gaspillage alimentaire dans les pays développés lié à des modes de consommation non durables et axés sur le gaspillage. Vu que les problèmes de politique macroéconomique à l'échelle mondiale pèsent de plus en plus sur l'agriculture, les obstacles au commerce international des produits agricoles restent préoccupants pour de nombreux pays en développement. L'agriculture joue un rôle central dans la réduction de la pauvreté et la création d'emplois, en particulier dans les zones rurales. La plupart des habitants des pays en développement dépendent de l'agriculture pour leur subsistance.

56. Le Gouvernement de la République islamique d'Iran a reconnu l'importance de la sécurité alimentaire dans sa Vision 2025. Les priorités nationales pour réaliser la sécurité alimentaire,

améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable aux niveaux politique et institutionnel sont les suivantes : améliorer l'agriculture et son rôle dans l'économie et la lutte contre la pauvreté ; réaliser la sécurité alimentaire nationale, l'autosuffisance et la sécurité ; améliorer la productivité agricole, notamment la productivité hydrique ; améliorer la commercialisation et réduire la dépendance vis-à-vis des importations ; promouvoir le développement durable des ressources naturelles par le contrôle de la désertification, la réduction du surpâturage, la limitation des pratiques de pêche irresponsables et l'atténuation des effets des changements climatiques ; améliorer la gestion des risques de catastrophe ; et accroître le rôle des secteurs non gouvernemental et privé. Des stratégies appropriées d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets sont essentielles à la production durable. Pour mettre fin à la faim et assurer la sécurité alimentaire mondiale, il faut une coopération internationale soutenue et coordonnée sous la forme d'une assistance technique et financière et d'un appui au renforcement des capacités des pays en développement.

57. **M. Rattray** (Jamaïque) dit que la sécurité alimentaire fait partie intégrante de la réalisation des objectifs de développement durable et est essentielle pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires et assurer la prospérité future. La faible production alimentaire et la forte dépendance à l'égard des importations alimentaires font que la facture des importations alimentaires de la Jamaïque est élevée, ce qui l'expose aux chocs économiques extérieurs et aux changements climatiques. La résilience des systèmes alimentaires locaux doit être renforcée pour obvier aux effets des pénuries futures. La sécheresse dans l'hémisphère nord ou les inondations en Australie et au Pakistan ont augmenté les prix du blé, du maïs et du sucre, ce qui a précipité des augmentations similaires de la facture nationale des importations alimentaires et du coût du bétail produit localement, dans la mesure où la Jamaïque importe les aliments pour animaux.

58. Par ailleurs, le manque d'accès à des aliments nutritifs a conduit à l'apparition du triple fardeau de la malnutrition : sous-alimentation, carences en micronutriments et obésité. Le régime alimentaire de la population est passé de produits cultivés localement à un régime d'aliments transformés et énergétiques avec une augmentation des produits d'origine animale et

ceux avec du sel, du sucre et des matières grasses ajoutés. Les nouveaux modes de consommation alimentaire ont augmenté la prévalence de l'obésité et des maladies chroniques non transmissibles, comme le diabète et les maladies cardiaques, qui sont devenues un problème de santé publique national. La sécurité alimentaire et nutritionnelle dans son pays est également menacée par des événements cycliques comme les ouragans annuels, la sécheresse et les inondations qui ont augmenté en intensité en raison des changements climatiques.

59. Une politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et un plan d'action ultérieur ont été élaborés pour surmonter ces difficultés. Il s'agit de faire en sorte que tous les habitants de la Jamaïque disposent d'aliments nutritifs suffisants et de qualité par une production intérieure accrue et des niveaux d'importation durables ; que tous les individus disposent de ressources suffisantes pour acquérir des aliments appropriés pour une alimentation nutritive ; que tous les individus atteignent un état de bien-être nutritionnel à travers une consommation alignée sur les recommandations alimentaires ; et que toutes les personnes aient accès à des aliments adéquats, sûrs et nutritifs en tout temps, indépendamment des chocs économiques externes et des risques naturels, et consomment des aliments correspondant aux besoins physiologiques appropriés. La mise en œuvre sera supervisée par un comité interministériel composé des ministères et des agences concernés, des partenaires internationaux de développement, de la société civile et du secteur privé. Le Ministère de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et de la pêche a entrepris des initiatives de développement agricole et de sécurité alimentaire prévoyant une augmentation de la production des principaux produits de base et un programme d'alimentation scolaire.

60. **Mme Parkash** (Singapour) dit que le thème de la Journée mondiale de l'alimentation en 2016 était « Le climat change. L'alimentation et l'agriculture aussi ». C'est un rappel opportun des défis à la sécurité alimentaire. Singapour occupe le troisième rang sur l'indice mondial de la sécurité alimentaire ; une réalisation majeure pour une petite cité-État qui importe plus de 90 % de ses ressources vivrières. En tant que pays exposé aux fluctuations des prix des produits alimentaires et aux incidents liés à la salubrité des aliments à l'étranger, Singapour a élaboré une

feuille de route pour la sécurité alimentaire avec trois stratégies principales : optimiser la production locale, diversifier les sources alimentaires et développer les stocks. Le petit secteur agricole de Singapour joue un rôle important dans la sécurité alimentaire en agissant comme un amortisseur des perturbations de l'offre. La production locale doit être accrue pour assurer une plus grande sécurité alimentaire.

61. Les nouvelles technologies et les innovations permettent d'envisager la transformation des pratiques agricoles pour qu'elles deviennent plus résilientes. Les fermes du futur devraient être de pointe, innovantes et capables de faire plus avec moins. Il serait crucial d'attirer une nouvelle génération de professionnels de l'agriculture pour écrire le prochain chapitre sur la sécurité alimentaire nationale, régionale et mondiale. Singapour a donc adopté les technologies agricoles dans un programme prévoyant des parcs pour abriter des fermes intensives modernes, le développement des technologies agricoles et des biotechnologies agricoles et la promotion des investissements dans l'agro-industrie.

62. En tant qu'État hautement urbanisé, Singapour promeut des solutions agricoles urbaines et des technologies agricoles progressives. Son pays peut servir de laboratoire vivant pour les nouvelles technologies de production alimentaire, dont le système de production végétale verticale d'intérieur pour les légumes-feuilles en cours de développement et qui est serait cinq fois plus productif que les systèmes agricoles classiques. L'utilisation de la technologie et de la recherche et développement est envisagée tout au long de la chaîne de valeur, notamment pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires grâce à de nouveaux systèmes d'emballage.

63. Le Gouvernement s'est engagé à prêter son concours aux exploitations agricoles en faveur d'une utilisation efficiente du peu de terres et de main-d'œuvre disponibles. En août 2014, le Fonds de productivité agricole a été créé pour aider les exploitations agricoles locales à accroître leur productivité et leurs rendements. Le soutien aux agriculteurs se poursuivra par le transfert de technologie, le partage d'expertise, la collaboration en matière de recherche et développement et le cofinancement des nouvelles technologies, en vue d'aider Singapour à devenir plus autonome dans la

production alimentaire. Le Gouvernement continuera de prêter son concours aux exploitations agricoles pour comprendre leurs défis et fournir un soutien approprié, comme l'extension des baux fonciers pour permettre aux agriculteurs d'avoir davantage de temps d'amortissement pour les investissements dans la technologie et l'innovation.

64. **M. Ten-Pow** (Guyana), s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes, dit que les progrès en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire peuvent créer des synergies pour la réalisation de tous les objectifs de développement durable. Le développement agricole est une priorité thématique pour la Communauté des Caraïbes dans la mesure où elle s'efforce de maintenir et d'ajouter de la valeur à la production agricole et d'accroître la contribution du secteur au développement. Les difficultés à atteindre ces objectifs perdurent ; les chocs exogènes persistants sapent la capacité de mener des politiques visant à soutenir la production agricole. Au cours des deux dernières décennies, alors que les prix des produits de base des principales exportations agricoles de la Communauté des Caraïbes ont diminué et les politiques commerciales mondiales sont devenues plus désavantageuses pour les petits acteurs, certains membres de la Communauté des Caraïbes se sont tournés vers d'autres secteurs. La facture annuelle des importations alimentaires de la Communauté des Caraïbes dans son ensemble a augmenté de 50 % depuis 2000 et devrait augmenter si les efforts visant à remédier au problème ne portent pas leurs fruits.

65. Si certains grands pays de la Communauté des Caraïbes ont réussi à assurer une production animale et piscicole suffisante pour la consommation intérieure, dans les petits États insulaires, la production animale est entravée par la disponibilité limitée des terres. En dépit de la contribution décroissante de l'agriculture au PIB, elle demeure un secteur clé de l'activité économique qui est essentiel au développement et aux moyens de subsistance. La région de la Communauté des Caraïbes poursuivra vigoureusement ses efforts pour donner une nouvelle impulsion au secteur agricole. Par exemple, la semaine de l'agriculture des Caraïbes, célébrée actuellement dans les Îles Caïmanes, offre un forum pour débattre des possibilités et des défis auxquels est confronté le secteur agricole. Les activités comprennent la soixante-deuxième réunion spéciale du Conseil pour le commerce et le



développement économique de la Communauté des Caraïbes, qui discutera de la production, du commerce et des politiques agricoles, ainsi que de la santé et de la salubrité des aliments, en vue de réduire la facture des importations alimentaires de la région et d'habiliter les communautés rurales.

66. En tant que région particulièrement exposée à des risques, les Caraïbes souffrent des effets des catastrophes naturelles, qui sont exacerbés par les changements climatiques. Ces effets comprennent l'érosion accélérée de la zone côtière, l'intrusion d'eau salée dans les terres agricoles côtières et les aquifères, l'accroissement de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, l'augmentation de la fréquence et de la gravité des inondations côtières et la perturbation des régimes pluviométriques et des approvisionnements en eau. Les événements météorologiques récents ont entraîné des pertes économiques considérables. La Dominique a subi des dommages et pertes de plus de 90 % du PIB suite à la tempête tropicale Erika en 2015, tandis que la Grenade ne s'est remise que récemment de l'ouragan Ivan, qui a dévasté l'île en 2004. L'impact de l'ouragan Matthew, qui a récemment frappé les Caraïbes, en particulier Haïti, est encore en cours d'évaluation. De manière générale, les cultures agricoles et le secteur de la pêche ont subi des dommages du fait de l'alternance entre la sécheresse et les inondations. Les plus touchés sont malgré tout les hommes et les femmes dont les moyens de subsistance sont tributaires de l'environnement naturel.

67. Le rapport du Secrétaire général (A/71/283) plaide en faveur d'actions collectives pour répondre aux besoins alimentaires mondiaux en doublant la productivité agricole de manière durable en atténuant les effets des changements climatiques, en réduisant les pertes et gaspillages de denrées alimentaires et en faisant adopter des régimes alimentaires sains. Ces défis sont particulièrement pertinents pour la région de la Communauté des Caraïbes, en raison du rôle central du secteur agricole.

68. Les membres de la Communauté des Caraïbes demandent l'aide directe et d'urgence de la communauté internationale pour permettre à la région de lever les obstacles au développement agricole et à la sécurité alimentaire. La région sera mieux à même de mettre en œuvre le Programme 2030 grâce à cet appui

international, qui lui permettra de réduire ses dépenses liées aux importations alimentaires et d'optimiser son potentiel d'exportation pour stimuler le développement. Les politiques protectionnistes qui ont, dans certains cas, accompagné la mondialisation constituent une contrainte majeure à cet égard. Des investissements substantiels sont nécessaires dans des projets alimentaires et agricoles à petite et grande échelle pour encourager l'esprit d'initiative. Les membres de la Communauté des Caraïbes continueront de travailler de concert et avec leurs partenaires pour promouvoir la sécurité alimentaire dans la région et renforcer la contribution de l'agriculture au développement.

69. M. Ten-Pow rappelle enfin l'importance accordée à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et salue la Déclaration de Milan sur le renforcement de la sécurité alimentaire et l'adaptation au climat dans les petits États insulaires en développement, qui offre un modèle d'action pouvant bénéficier aux petits États insulaires en développement.

70. **M. Poudel Chhetri** (Népal) dit que, dans le Programme 2030, l'agriculture est considérée comme un outil de développement vital pour la réalisation des objectifs de développement durable universels et interconnectés, grâce au rôle qu'elle joue dans la stimulation de la croissance, l'élimination de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire. Le développement de l'agriculture est essentiel à l'amélioration de la compétitivité des agro-industries, en particulier dans les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, qui dépendent largement de l'agriculture.

71. Il n'est pas possible d'imaginer un monde heureux, sain et paisible sans nourriture. Par conséquent, assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle est la première étape vers la réalisation d'autres objectifs et cibles. À cet égard, le Défi Faim Zéro devrait être mis en avant dans le cadre de tous les efforts visant à remédier de manière globale aux nombreux problèmes liés à la sécurité alimentaire.

72. Le développement agricole est une priorité élevée pour le Népal et le droit à la souveraineté alimentaire est garanti dans la Constitution. En sa qualité de pays moins avancé sans littoral exposé à de multiples



problèmes, il fait tout son possible pour mettre en œuvre les objectifs de développement convenus sur le plan international et les dispositions constitutionnelles en transformant le paysage agricole par une productivité accrue et une croissance soutenue. Le développement agricole durable est essentiel, dans la mesure où le Népal a l'un des plus faibles niveaux de terres arables par habitant dans le monde. Bien que le secteur agricole représente moins d'un tiers du PIB au Népal, les deux tiers de la population en sont économiquement dépendants.

73. Une technologie agricole appropriée, abordable, durable et résistante aux changements climatiques et son intégration correcte et opportune, et la modernisation continue de la technologie sont essentielles pour faciliter les efforts des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral en faveur de la croissance économique, du développement et de la prospérité. L'investissement dans la productivité agricole contribuera à la sécurité alimentaire, réduira la faim et renforcera la capacité commerciale de l'économie. À cet égard, le Népal se félicite des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés et la mise en place du Mécanisme de facilitation des technologies.

74. **M. Slaiman** (Iraq) dit que les pays regorgeant de ressources naturelles devraient être en mesure d'atteindre l'autosuffisance agricole. Cependant, l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) s'est emparé d'importantes terres agricoles, menaçant ainsi la sécurité alimentaire de son pays. Assumant des responsabilités politiques et économiques, l'Iraq doit analyser le manque de capacité du Ministère de l'agriculture à répondre aux besoins de sécurité alimentaire. L'agriculture est une source principale de revenu pour les 30 % de la population vivant dans les zones agricoles. La situation actuelle, engendrée par les activités terroristes, laisse beaucoup à désirer en termes de santé économique et sociale de vastes régions du pays et de sécurité alimentaire en général. Le manque de main-d'œuvre, dû à un exode rural causé par les combats, pose un problème particulier. De plus, la baisse de la quantité et de la qualité des ressources en eau est un autre aspect de la crise, causée en partie par la construction de barrages en amont sur les rivières Tigre et Euphrate, et à laquelle une solution doit être trouvée.

75. La mainmise de l'EIIL sur certaines zones a eu un impact négatif sur l'eau potable et l'agriculture, entraînant la réduction de la production agricole et dégradant des terres qui utilisaient un système d'irrigation intégré introduit par le Gouvernement iraquien dans le cadre de son plan de développement agricole. La quantité de terres arables diminue en raison de la mauvaise utilisation des technologies, de la salinité, de la désertification et de la dépendance à l'égard du secteur pétrolier.

76. Un plan national de développement a été adopté pour la période 2013-2017 visant à accroître la part de l'agriculture dans le produit national brut, à répondre aux besoins en ressources en eau du pays et à accroître la production agricole végétale et animale locale. Le Gouvernement s'emploie à réhabiliter les zones agricoles qui ont été libérées des mains de l'EIIL mais a besoin d'un soutien financier pour les projets modernes d'irrigation et d'investissements nationaux et étrangers pour relancer le secteur agricole. Les familles des agriculteurs qui ont souffert pendant les opérations militaires doivent également être aidées. La santé animale et les ressources en eau doivent être renforcées pour remédier aux dommages causés au secteur alimentaire et mettre fin à l'insécurité alimentaire qui menace les familles iraqiennes.

77. **Mme Fofana** (Burkina Faso) dit que les statistiques montrent que la majorité des personnes sous-alimentées dans le monde vivent dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, les projections pour la période 2014-2016 indiquent un taux de sous-alimentation de près de 23 %. C'est la région avec la plus forte prévalence de la faim : une personne sur quatre y est sous-alimentée, la malnutrition provoque la mort de 3,1 millions d'enfants de moins de 5 ans chaque année et un enfant sur trois souffre de retards de croissance. Ce tableau montre que l'ampleur des défis liés à l'élimination de la faim est colossale. La consécration de l'objectif de développement durable numéro 2 à la question de la faim démontre la détermination et l'engagement à combattre la faim et la malnutrition et à promouvoir une agriculture durable. Cet objectif ne sera réalisé que si les efforts sont mutualisés dans un véritable élan de solidarité agissante pour mettre fin aux spectacles de désolation causés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

78. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable sont au cœur des préoccupations du Gouvernement du Burkina Faso. Un plan national de développement économique et social a été adopté en juillet dernier. Ce plan vise à réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'autosuffisance alimentaire par l'accroissement de la maîtrise de l'eau agricole et l'augmentation des superficies irriguées, l'amélioration de la productivité agricole, l'amélioration de la résilience de l'agriculture contre les risques et catastrophes agricoles, le renforcement du système de recherche-développement en agriculture et la valorisation des résultats de la recherche, et l'amélioration de la prévention et de la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles.

79. Les efforts de développement déployés par le passé dans le domaine de l'agriculture ont abouti à d'importantes améliorations de la productivité et permis de nourrir une population mondiale croissante. Toutefois, ces progrès n'ont pas été les mêmes partout et ils ont souvent entraîné des coûts sociaux et environnementaux. Les solutions pour mettre progressivement en place une agriculture plus durable, plus productive, capable d'éliminer la faim et garantir la sécurité alimentaire pour tous nécessitent une plus grande coopération en vue d'assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et préserver la diversité génétique agricole.

80. **M. Gumende** (Mozambique) dit que si des progrès ont été réalisés, l'objectif d'élimination de la faim est loin d'être atteint. L'accord au titre du Programme 2030 pour mettre fin à la pauvreté et à la faim dans les 15 ans ne saurait se concrétiser sans un développement agricole durable et solide. Des efforts doivent être déployés pour mettre en œuvre l'objectif de développement durable 2, qui devrait être traduit en actions pratiques et axées sur les résultats par l'intermédiaire de mécanismes nationaux, régionaux et internationaux. Ces mécanismes comprennent un partenariat mondial revitalisé, le Programme d'action d'Addis-Abeba, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et la coopération renforcée Nord-Sud et Sud-Sud.

81. L'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition sont des domaines stratégiques qui se renforcent mutuellement du programme national de

développement du Mozambique. L'agriculture emploie plus de 70 % de la population en âge de travailler du pays, faisant du secteur un contributeur majeur à la production alimentaire et un générateur de revenu pour les ménages ruraux. Le Gouvernement du Mozambique a aligné son plan stratégique de développement du secteur agricole pour la période 2011-2020 sur son plan d'action relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et défini l'augmentation de la production et de la productivité dans tous les secteurs comme un objectif stratégique à atteindre d'ici à 2019. La croissance durable et inclusive doit être ancrée dans l'agriculture. Les actions menées comprennent celles qui visent à accroître la productivité dans le secteur agricole familial, à promouvoir le commerce agricole et à produire des technologies productives résilientes au changement climatique. Les actions menées sont alignées notamment sur la Programme 2030, le Défi Faim Zéro et la stratégie relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Communauté des pays lusophones.

82. Vu les résultats encourageants obtenus grâce à la mise en œuvre de son cadre de développement pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, son pays souhaite en faire davantage. À l'instar de beaucoup de pays en développement, cependant, le Mozambique est confronté à des difficultés financières, accentuées par la nécessité de remédier à l'impact des changements climatiques. Il partage l'avis exprimé dans le rapport du Secrétaire général (A/71/283), selon lequel les difficultés à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition sont aggravées par l'évolution de l'environnement mondial. Les États, les organisations internationales et les autres parties prenantes devraient continuer à appuyer la réalisation de l'objectif commun de promotion du développement agricole, de la sécurité alimentaire et de la nutrition en priorité. À cet égard, les partenaires au développement sont invités à s'acquitter de leurs obligations au titre des objectifs convenus à l'échelle internationale.

83. **M. Fox-Drummond Gough** (Brésil) dit que, suite à l'adoption du Programme 2030, la communauté internationale doit se préparer à un nouveau paradigme de développement qui transformera la façon dont les aliments sont produits, commercialisés, distribués, consommés et éliminés. Les moyens de financer le développement, et donc de la lutte contre la faim, sont définis dans le Programme d'action d'Addis-Abeba,

qui a donné une impulsion aux engagements des États Membres en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition en répondant aux besoins des petits exploitants, en particulier les femmes et les coopératives agricoles.

84. La société brésilienne de recherche agricole s'est employée à mettre au point des variétés végétales et animales susceptibles de s'adapter à différents climats, ce qui a entraîné une amélioration de la production agricole et des augmentations notables de la superficie plantée. Cette expérience peut être reproduite dans d'autres pays. La société brésilienne de recherche agricole a toujours assuré une coopération Sud-Sud, en particulier en Afrique, pour promouvoir l'augmentation de la production et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Cela dit, les améliorations pourraient être entravées par les subventions agricoles dans les pays riches qui ont des effets de distorsion des marchés alimentaires mondiaux et entravent le développement de secteurs agricoles robustes dans les pays en développement. L'expérience de son pays en matière de lutte contre la malnutrition a montré que les mesures de protection sociale, associées à une agriculture plus large et au développement rural, aident à rompre le cycle de la pauvreté. En effet, cette approche a permis au Brésil de ne plus figurer sur la carte de la faim dans le monde de la FAO.

85. Il se félicite de la proclamation de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, qui fait sienne la Déclaration de Rome sur la nutrition. Elle offre les outils pour harmoniser et unifier les divers engagements et initiatives en matière de nutrition et guider la réalisation du Programme 2030.

86. **Mme Hua Ye** (Chine) dit que les pays devraient accroître leur contribution à l'agriculture, se concentrer sur le renforcement des infrastructures agricoles et promouvoir le développement de la science et de la technologie dans l'agriculture, en vue d'augmenter la capacité globale de production alimentaire. La communauté internationale devrait s'efforcer d'établir un ordre de commerce agricole juste, raisonnable, durable et stable, de réduire au minimum le protectionnisme commercial, de mener à bien la coopération Nord-Sud et Sud-Sud dans le secteur agricole et d'aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, à mettre en œuvre les objectifs de développement durable liés à

l'alimentation et à l'agriculture grâce à un soutien technique et financier accru qui permettrait d'accroître la production agricole mondiale et d'améliorer la sécurité alimentaire.

87. Le développement agricole et la sécurité alimentaire sont des priorités pour le gouvernement chinois. Au cours de la mise en œuvre du treizième plan quinquennal, la Chine continuera d'intensifier la construction d'infrastructures dans l'agriculture et d'accélérer le développement de la science et de la technologie agricoles pour améliorer sa capacité de production alimentaire et garantir sa sécurité alimentaire.

88. Son pays participe activement aux efforts internationaux visant à éliminer la faim et à réduire la pauvreté. D'autres pays en développement ont reçu une aide pour le développement agricole et la production alimentaire par l'intermédiaire des centres de démonstration technologique agricole et de la formation technique. En septembre 2015, le Président chinois, M. Xi Jinping, a annoncé la mise en œuvre de 100 projets de coopération agricole dans d'autres pays en développement dans les cinq ans à venir. En décembre 2015, le Président chinois a annoncé un plan de coopération avec l'Afrique en matière de modernisation agricole, qui est déjà en cours de mise en œuvre et qui aidera d'autres pays en développement à mettre en œuvre le Programme 2030, notamment les objectifs liés à l'alimentation et à l'agriculture.

89. **M. Yacouba** (Niger) dit que l'Afrique a été longtemps victime de pénuries chroniques alimentaires qui demeurent obstinément sans solution. L'Union africaine cherche à convaincre ses États membres d'augmenter leurs investissements dans le secteur agricole. Elle a déclaré l'année 2014 « Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ». Si les dirigeants africains s'étaient engagés à consacrer au moins 10 % de leur budget national au secteur agricole pour soutenir un taux de croissance agricole de 6 % chaque année, au deuxième sommet de l'Union africaine en 2003, cet engagement n'a été respecté que par dix pays dont le Niger.

90. L'agriculture constitue le fondement de l'économie nationale avec une contribution à la formation du produit intérieur brut estimé en moyenne à plus de 40 % sur les dix (10) dernières années. Au plan du développement agricole et de la sécurité

alimentaire, des organes d'exécution de l'initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » sont mis en place tant au niveau central que régional. Les actions menées dans le secteur agricole visent essentiellement l'amélioration de la production des céréales et des légumineuses alors que les actions dans le domaine de l'élevage ont porté sur l'insémination de vaches et l'installation de fermes modernes.

91. Cependant, la récurrence des crises alimentaires expose fortement les populations rurales, en l'occurrence les femmes et les enfants, à une vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle fréquente. La réponse à l'insécurité alimentaire est axée notamment sur le renforcement des banques de céréales et le développement de travaux à haute intensité de main d'œuvre. Le principal défi à relever consiste à réussir le passage d'une situation de gestion conjoncturelle des crises alimentaires récurrentes à des réponses plus structurantes, à travers l'initiative 3N pour la promotion d'une sécurité alimentaire et d'un développement agricole durable. L'objectif de l'initiative 3N est de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes. Les cinq (5) domaines majeurs retenus pour réaliser ces objectifs sont les suivants : l'impulsion de réformes dans le secteur de la sécurité alimentaire et le développement agricole durable ; l'amélioration de l'état nutritionnel des Nigériens ; l'amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles ; l'approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agro-sylvo-pastoraux ; l'accroissement et la diversification des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques. L'initiative 3N est à même de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable 1, 2, 8, 12 et 17.

92. **Mme Yirga** (Éthiopie) dit que son pays figure parmi les 72 pays dont le rapport du Secrétaire général affirme qu'ils ont réduit de moitié la faim dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Le nombre de personnes souffrant de la faim reste toutefois inacceptable. Des engagements politiques et sociétaux renforcés sont nécessaires pour relever le défi de la sécurité alimentaire et de la malnutrition. En Éthiopie, une stratégie intégrée de développement place la production agricole et la productivité au

centre, alors que le Gouvernement consacre plus de 10 % du budget national à l'agriculture. Les programmes de vulgarisation agricole ont été élargis grâce à un programme intégré de développement rural comprenant l'éducation, la santé et l'infrastructure rurale. Le Gouvernement a continué de promouvoir une participation communautaire plus large, en particulier auprès des petits exploitants agricoles. Ce qui a permis au secteur agricole d'enregistrer un taux de croissance annuel de 6,6 % au cours des cinq précédentes années et à la production agricole d'augmenter de 10 % au cours de la même période. Les interventions majeures telles que les services vétérinaires élargis ont porté la valeur ajoutée de l'élevage à un taux annuel moyen de 5 %.

93. Les effets néfastes des changements climatiques constituent de sérieuses menaces pour le développement agricole et la sécurité alimentaire. Le Gouvernement a mobilisé les communautés locales en faveur des activités de conservation et de gestion des ressources naturelles, telles que le développement forestier et la préservation des sols et des eaux. Pour lutter contre l'insécurité alimentaire, l'Éthiopie a mis en œuvre, en 2003, le programme de la nouvelle coalition pour la sécurité alimentaire, en étroite collaboration avec les partenaires de développement. Un autre programme a enregistré un succès significatif dans la création d'actifs pour les communautés les plus vulnérables, alors que l'investissement dans les régions touchées par l'insécurité alimentaire et la sécheresse a permis de générer des actifs pour les ménages.

94. L'élimination de la faim et la réalisation de la sécurité alimentaire demeurent un objectif prioritaire. Son pays continuera d'intensifier la mise en œuvre des programmes de développement rural par le renforcement des pratiques réussies et l'introduction de nouveaux outils politiques pour faire face au Défi Faim Zéro. Une stratégie de création d'emplois en milieu rural a été lancée au profit des jeunes, alors que la lutte contre les changements climatiques passe par la promotion des pratiques agricoles vertes et résilientes. Les partenaires de développement de l'Éthiopie sont invités à fournir une assistance financière et technique, comme convenu dans le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris, afin de soutenir les efforts nationaux des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés.

95. **M. Yamba Pougault** (République centrafricaine) présente ses condoléances au peuple camerounais suite au déraillement de train qui s'est récemment produit dans son pays.

96. Il témoigne également la reconnaissance de son pays envers l'ensemble de la communauté internationale, notamment les organismes des Nations Unies, pour son soutien inestimable à la République centrafricaine, qui a retrouvé la stabilité et la légalité constitutionnelle après le coup de force du 24 mars 2013. Le pays vient de tourner cette page sombre de son histoire.

97. Notant que la République centrafricaine est un pays à vocation agricole, il dit que la crise de 2012 et l'instabilité politique ont mis un terme aux actions programmées en matière de réforme agraire et de cadre d'accélération des objectifs du Millénaire pour le développement. Cela édit, la relance économique avec le concours des partenaires au développement va favoriser la reprise de la culture du coton, du café et du cacao par la distribution aux planteurs des intrants et semences.

98. La République centrafricaine à l'instar des autres pays africains a mis au point des stratégies claires pour intégrer la nutrition et la promotion d'une alimentation saine dans ses politiques alimentaires et agricole, telle la Déclaration de Malabo de l'Union africaine sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie. Cela suppose que le Gouvernement tienne compte des besoins nutritionnels des consommateurs dans toutes les étapes de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation.

99. Il est intéressant de constater que le Programme 2030 met en avant la nécessité d'aider d'abord les plus défavorisées, comme la République centrafricaine. Pour sa part, le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre les objectifs de développement durable sur des bases participatives et inclusives.

100. **Mme Scott** (Namibie) dit qu'en dépit de l'évolution positive observée dans le rapport du Secrétaire général (A/71/283), les pays en développement se heurtent à des difficultés en matière d'agriculture, d'alimentation et de sécurité qui ont un

impact négatif sur la lutte contre la pauvreté et la faim extrêmes. L'agriculture est l'épine dorsale de l'économie namibienne et un employeur important. Si la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays s'est améliorée au cours des 20 dernières années, le potentiel de l'agriculture est entravé par des facteurs climatiques tels que la sécheresse et les inondations. L'accès à une alimentation adéquate reste un défi pour les secteurs marginalisés et vulnérables de la population et donne lieu à des niveaux de malnutrition inacceptables.

101. Le Gouvernement namibien s'est engagé pleinement dans les programmes agricoles, tels que le Programme global pour l'agriculture de conservation et le plan national pour l'agriculture lancé en 2015. La résilience aux changements climatiques, la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté sont prises en charge par la création d'une banque alimentaire et d'un Ministère de l'élimination de la pauvreté et de la protection sociale sous la supervision du Cabinet du Président. Les projets encourageant la coopération entre les agriculteurs du secteur privé et les agriculteurs de subsistance ont été élargis, parallèlement à d'autres programmes tels que le programme du Ministère de l'élimination de la pauvreté et de la protection sociale qui synchronise les filets de sécurité sociale traditionnels avec une subvention de base.

102. En sa qualité de membre actif de l'Union africaine, la Namibie met en œuvre le premier plan décennal de mise en œuvre (2014-2023) de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui prévoit l'adaptation de son plan national de développement au Programme 2030. Le cinquième plan national de développement de la Namibie vise à assurer la transformation socioéconomique positive de l'agriculture moderne, à stimuler la résilience des communautés rurales et à créer des possibilités d'exportation. On s'attendait à ce que les efforts en faveur de la valeur ajoutée et du développement de l'industrie des services renforcent ce secteur commun. Tous les pays, y compris la Namibie, devraient utiliser leurs ressources naturelles et humaines pour générer de la croissance et des avantages tangibles et veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.

103. **M. Philakone** (République démocratique populaire lao) dit que le développement agricole, la



sécurité alimentaire et la nutrition font partie intégrante du développement socioéconomique et de l'élimination de la pauvreté dans son pays. En tant que pays agraire parmi les pays les moins avancés, plus de 70 % de la main-d'œuvre est engagée dans l'agriculture et ses services de vulgarisation. Bien que la part du secteur agricole et forestier dans le PIB diminue, il demeurera le principal secteur de l'économie. Le développement de l'agriculture revêt donc une grande importance pour la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition dans son pays.

104. Le Gouvernement a insisté sur l'amélioration de la gestion et du développement des terres, la construction et l'expansion des systèmes d'irrigation qui fournissaient l'eau efficacement aux exploitations agricoles, la création de centres de recherche agricole et l'application de nouvelles techniques agricoles pour accroître la productivité agricole. Il en résulte que suffisamment de riz est produit pour la consommation nationale et pour l'exportation. D'autres cultures marchandes, telles que le manioc, le maïs, la canne à sucre, le thé et le café, sont encouragées pour alimenter les industries de transformation. En outre, le Gouvernement a créé une banque d'État pour promouvoir le développement agricole qui a permis aux agriculteurs de bénéficier de crédits à faible taux d'intérêt. Des mesures de préparation ont été mises en place pour atténuer les effets des changements climatiques et des catastrophes naturelles, notamment la création d'une banque de riz qui permettra de fournir des vivres en cas de besoin, qui pourraient être distribués immédiatement aux personnes touchées par des catastrophes.

105. Un comité national pour la nutrition a été mis en place en 2009 pour mieux coordonner l'action en matière de nutrition entre les ministères et les organismes concernés. La Stratégie nationale de nutrition 2025 et le Plan d'action 2016-2020 ont été adoptés pour succéder à la stratégie et au plan antérieurs. Les mesures qu'ils contiennent comprennent le développement des ressources humaines, l'amélioration de l'information en matière de nutrition et la promotion de l'investissement dans les interventions nutritionnelles pour améliorer la sécurité alimentaire. Le secteur de la santé est pleinement engagé, favorisant l'assainissement et fournissant des micronutriments aux enfants, en particulier dans les zones rurales et éloignées.

106. Le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition ont été intégrés dans le huitième plan quinquennal national de développement socioéconomique, qui traduit l'engagement de son Gouvernement à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition. De plus, son pays a participé à la coopération en matière d'agriculture et de sylviculture par l'intermédiaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et d'organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

107. Il remercie les partenaires de développement, les organismes de développement des Nations Unies, les organisations internationales et les autres parties prenantes de leur soutien et de leur assistance, qui ont renforcé la sécurité alimentaire et amélioré la nutrition dans son pays, et souhaite qu'ils se poursuivent à l'avenir.

108. **M. Hemou** (Togo) dit que les problèmes complexes de malnutrition auxquels sont confrontées près de 800 millions de personnes dans le monde nécessitent des actions concrètes et multidimensionnelles pour répondre à leurs besoins alimentaires et les mettre définitivement à l'abri de l'extrême pauvreté et de la faim. Vu qu'environ 70 % de la population du Togo pratiquent l'agriculture, le Gouvernement

togolais, dans son Plan national de développement durable, a mis un accent particulier sur la promotion agricole et la sécurité alimentaire. Le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire a été mis en œuvre ces dernières années pour assurer la sécurité alimentaire, améliorer les revenus des exploitants agricoles et les conditions de vie des populations rurales et contribuer substantiellement à la croissance économique nationale, en mettant l'accent sur l'accès des populations les plus pauvres aux principaux intrants agricoles. En 2015, les engrais ont été vendus aux producteurs à des prix subventionnés, alors que pour la campagne agricole 2016-2017, un programme de subvention ciblée par téléphonie mobile a été expérimenté et a permis de mettre à la disposition des paysans des engrais et des semences de céréales de qualité. Des semences certifiées de maïs et de riz ont été distribuées à plus de 129.000 producteurs, dont près de 40 % de femmes.



109. Un accent particulier a été mis sur la mécanisation en mettant à la disposition des producteurs notamment des tracteurs, des semoirs et des repiqueuses à des prix subventionnés, suivant une nouvelle stratégie de gestion des équipements agricoles. Pour contribuer à la restauration des écosystèmes sylvo-pastoraux dégradés et soutenir durablement les actions d'intensification agricole et réduire la vulnérabilité des populations face aux effets des changements climatiques, certaines actions ont été entreprises par le Gouvernement, notamment le Programme de la gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS)

et le Programme de reboisement des forêts d'État et communautaires. La lutte contre les maladies animales est menée à travers les campagnes de vaccination, la promotion des techniques d'élevage, l'amélioration génétique et la gestion de la transhumance. Un programme national de promotion de l'entrepreneuriat rural a été lancé en février 2016 et a bénéficié à 1.800 jeunes entrepreneurs ruraux. Plus de 1.100 nouveaux forages ont été réalisés et 1.890 autres réhabilités en milieu rural.

110. Si la politique agricole pragmatique a produit des résultats encourageants, les défis demeurent encore importants pour garantir, de façon durable, à toutes les couches sociales une sécurité alimentaire et un revenu conséquent. Le Togo rappelle la nécessité d'une coopération internationale soutenue pour mettre en place des systèmes agricoles durables et inclusifs afin d'éliminer la faim et les pires formes de malnutrition, comme le soulignent la Déclaration de Malabo de l'Union africaine sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie et le Défi Faim Zéro.

111. **M. Kadurugamuwa** (Sri Lanka) dit qu'il est décourageant que les progrès globaux accomplis dans la réduction de la faim dans le monde aient été très inégaux et qu'un grand nombre de personnes à travers le monde continuent de souffrir de faim chronique. Des politiques nationales soigneusement élaborées pourraient atténuer l'impact des défis mondiaux sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les anciens au Sri Lanka ont été parmi les premiers à gérer les ressources en eau en construisant des réservoirs pour stocker l'eau pour l'irrigation. Les réservoirs géants dans la zone sèche de son pays sont demeurés la pierre angulaire de

son agriculture, qui est le fondement de l'économie. Près de 70 % de la population rurale dépend de l'agriculture pour assurer sa subsistance et elle représente 11 % du PIB du pays. Le développement agricole reste un facteur crucial pour éliminer la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition.

112. Dans le but d'accroître la production alimentaire pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires, le Gouvernement a lancé un projet de potagers pour augmenter la production de légumes et assurer la disponibilité des récoltes tout au long de l'année. Le projet permettrait de stabiliser les prix des produits alimentaires sur les marchés intérieurs, de renforcer la situation économique des particuliers et de réduire au minimum la dépendance vis-à-vis du marché de l'alimentation et de la nutrition. Vu que le riz est l'aliment de base au Sri Lanka, un programme d'achat de rizières a été mis en place afin de maintenir des prix minimaux pour les producteurs de riz et d'améliorer leur niveau de vie. Des concessions de droits d'importation pour les machines agricoles, un régime de subventions aux engrais et des droits de douane rajustés sont autant de mesures prises pour protéger le secteur agricole. Grâce à ces politiques, son pays a atteint l'autosuffisance en matière de production de riz. Juin a été proclamé « mois national de la nutrition » et un système national de surveillance de la nutrition couvre tout le pays. Dans le cadre du programme Thripasha, les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 59 mois reçoivent des compléments alimentaires et des micronutriments. Des mesures contre la malnutrition sont intégrées dans tous les secteurs et comprennent des interventions dans le système alimentaire, la santé publique et l'éducation.

113. Le Sri Lanka a atteint la cible des objectifs du Millénaire pour le développement qui consiste à réduire de moitié la faim sept ans avant la date butoir de 2015, ce qui montre qu'il est possible d'éliminer la faim d'ici à 2030. L'objectif de développement durable 2 serait atteint grâce à la politique agricole nationale qui repose sur trois piliers : réaliser la sécurité alimentaire, assurer la durabilité environnementale et développer les perspectives économiques.

*La séance est levée à 13 h 00.*